

BARÈME DE SUBVENTIONS ACCORD POUR LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DU PARC BÂTI

APPLICABLE DÈS LE 1^{ER} JUIN 2024



1. DIAGNOSTIC ET ACCOMPAGNEMENT

IM-07

Certificat énergétique des bâtiments avec rapport de conseil (CECB Plus)

Habitat individuel , Habitats collectifs jusqu'à 500 m² de SRE et autres affectations jusqu'à 500 m² de SRE :

CHF 750.-

Habitat collectifs de plus de 500 m² de SRE et autres affectations de plus de 500 m² de SRE :

CHF 1'500.-

- > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force avant 2000.
- > Le rapport doit être établi et publié par un expert certifié par l'organisme CECB®.
- > La subvention n'est accessible que pour le premier diagnostic. Les mises à jour ne sont pas subventionnées.
- > La subvention n'est pas possible en cas de demande de subvention pour la mesure M-01 en cours d'instruction.
- > L'IDC doit avoir été transmis à l'OCEN à l'établissement du CECB® Plus et figurer dans le rapport.
- > Le CECB® Plus doit contenir au moins 3 variantes de rénovation dont une variante de rénovation globale permettant d'atteindre le standard HPE ou équivalent. Les IDC admissibles de chaque variante doivent figurer dans le rapport.
- > Si la réalisation d'un CECB® Plus est impossible, un audit selon le cahier SIA 2031 et respectant le "Cahier des charges pour l'analyse des bâtiments avec recommandations sur la procédure" de l'OFEN peut être accepté. Cette solution doit être validée en amont par l'OCEN.
- > Subvention sur mesure si groupement de bâtiments: un bâtiment à plusieurs entrées ou un ensemble de même architecture (lotissement ou groupe de bâtiments) sont assimilés à un bâtiment unique. La subvention est répartie entre les EGID concernés.
- > Le CECB® ainsi que le CECB® Plus doivent être fournis pour obtenir le versement de la subvention. En cas de changement de propriétaire, l'OCEN peut mettre à disposition du nouveau propriétaire le diagnostic subventionné.

SIG-éco21

Visite Expertise pour entreprises

Diagnostic énergétique soutenu jusqu'à 75%

Coût max. pour l'entreprise CHF 800 (subventions incluses)

- > Pour les entreprises ou organisations
- > Le diagnostic doit être réalisé par un-e ingénieur-e partenaire SIG-éco21 accrédité-e par le programme PEIK

Contact : eco21.pme@sig-ge.ch

SIG-éco21

Visite Conseil Villa

D'une valeur de CHF 850.-, la prestation est subventionnée à hauteur de CHF 550.- par SuisseEnergie (quand le système de chauffage a plus de 10 ans) et SIG-éco21.

Une participation financière de CHF 323.10 TTC (CHF 300 HT) reste à la charge de la demandeuse ou du demandeur, sauf dans les communes qui subventionnent la prestation. Dans ce cas, la commune informe ses habitantes et ses habitants du montant restant à leur charge.

- > Uniquement pour les villas (bâtiment entièrement d'habitation à un ou deux logements).
- > Les prestataires de ces diagnostics sont agréés par SIG-éco21.
- > Les communes qui le souhaitent peuvent financer la moitié de la part restante (à savoir CHF 150.-/visite HT), permettant ainsi de réduire encore le coût pour les habitants.
- > Inscription sur [Visite conseil villa | SIG \(sig-ge.ch\)](#)

Contact : eco21.visite-villa@sig-ge.ch

<p>SIG-éco21 Action Immobilier - Réalisations régies</p>	<ul style="list-style-type: none"> > CHF 250.- pour la mise en place des solutions Eclairage des parties communes et Circulateurs de chauffage. > CHF 200.- (pour 1 propriétaire) et CHF 800.- (par propriétaire à partir de 2 propriétaires) pour la mise en place de la solution Chaufferie avec un plafond à CHF 8'000.-. > CHF 800.- pour la mise en place d'une solution Ventilation. > CHF 1'500.- pour la mise en place d'une solution Equilibrage hydraulique. 	<ul style="list-style-type: none"> > Les contributions par réalisation sont octroyées aux régies qui coordonnent des solutions techniques de SIG-éco21 sur leur parc dans le cadre d'un accompagnement Action Immobilier. > Pour bénéficier de ces contributions, une régie doit avoir signé un contrat d'accompagnement Action Immobilier. <p>Contact : eco21.immobilier@sig-ge.ch</p>
<p>SIG-éco21 Action Immobilier - Mandat spécifique</p>	<p>Jusqu'à 50% par mandat avec une enveloppe annuelle par propriétaire ou régie de :</p> <ul style="list-style-type: none"> > CHF 8'000 pour les parcs de moins de 25 allées > CHF 32'000.-/an pour les parcs entre 25 et 100 allées > CHF 32'000.-/an pour les 99 premières allées + CHF 8'000 par tranche de 100 allées pour les parcs de plus de 100 allées 	<ul style="list-style-type: none"> > Les contributions par mandat spécifique sont octroyées aux propriétaires et aux régies qui ont confié un mandat à un bureau d'études ou à un bureau d'asset management pour accroître l'efficacité énergétique de leur parc dans le cadre d'un accompagnement Action Immobilier. > Les mandats spécifiques portent principalement sur des pré-audits qui mettent en évidence le potentiel pour des actions de SIG-éco21 et sur le travail des Gestionnaires énergie délégué (GED) qui vont s'occuper de mettre en place et de suivre les actions et la stratégie énergétique sur un parc immobilier. > Pour bénéficier de ces subventions, la régie ou le propriétaire doit avoir signé un contrat d'accompagnement Action Immobilier. > SIG-éco21 se réserve le droit d'accepter ou non de subventionner un mandat spécifique selon qu'elle considère que ce dernier participe efficacement ou non à l'optimisation énergétique du Parc du Propriétaire ou de la Régie. <p>Contact : eco21.immobilier@sig-ge.ch</p>
<p>SIG-éco21 Audit PEIK PME</p>	<p>75% du coût de l'audit soutenu par le programme PEIK de SuisseEnergie et l'OCEN Maximum CHF 2'500.-</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Seules les entreprises non soumises à l'article grand consommateur de la LEn 2 30 peuvent bénéficier de cette incitation financière. > L'audit doit être réalisé par un.e ingénieur.e accrédité.e par le programme PEIK (cf. kmu.peik.ch). <p>Contact : eco21.pme@sig-ge.ch</p>
<p>SIG-éco21 Suivi énergétique PME</p>	<p>50% du coût du suivi énergétique maximum 60 heures prises en charge sur 3 ans à CHF 135.-/heure(equ. maximum CHF 8'100.-)</p>	<ul style="list-style-type: none"> > L'incitation financière est réservée aux clients fournis en électricité par SIG et qui ont signé un Contrat de participation éco21-PME (Optiwatt) SIG-éco21 (cf. contrat sous ww2.sig-ge.ch). <p>Contact : eco21.pme@sig-ge.ch</p>

<p>SIG-éco21</p> <p>Action Entreprises</p> <p>(Négawatt)</p>	<p>Jusqu'à 50% de l'investissement.</p> <p>Le montant exact se calcul en fonction des économies d'électricité en kWh ou des réductions d'émission équivalent CO₂.</p>	<p>L'incitation financière est réservée aux clients qui ont signé un Contrat de participation Négawatt SIG-éco21.</p> <p>La vérification de l'économie sera réalisée selon le protocole de contrôle défini par le plan d'action Négawatt. (cf. https://ww2.sig-ge.ch/entreprises/optimisation-energetique/negawatt).</p> <p>Contact : eco21.grandes-entreprises@sig-ge.ch</p>
<p>SIG-éco21</p> <p>Action Collectivités</p>	<p>Economies d'énergie</p> <ul style="list-style-type: none"> > Volet électrique : prime de 19 ct/kWh > Volet thermique : 40 CHF/tonne CO₂ <p>Accompagnement par un Gestionnaire Délégué</p> <ul style="list-style-type: none"> > Enveloppe annuelle de 80 heures au tarif horaire de CHF 135.-/heure HT <p>Subvention pour réalisation d'audit/étude :</p> <ul style="list-style-type: none"> > 50% du montant de l'audit/étude et au maximum CHF 1'000 HT 	<p>Les incitations financières sont réservées aux villes et communes genevoises qui ont signé le contrat Efficience-Collectivités.</p> <p>Toutes les incitations financières SIG-éco21 sont applicables dans le cadre de l'accompagnement Efficience-Collectivités.</p> <p>Contact : eco21.collectivites@sig-ge.ch</p>

2. COACHING ENERGETIQUE

- > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force avant 2000.
 - > Les prestations AMOén Lancement, Projet et Performance visent à conseiller et accompagner les Propriétaires immobiliers dans la définition de leurs projets, la coordination des intervenants, le suivi des travaux, l'exploitation et le suivi des performances énergétiques. L'objectif est de lever les obstacles aux projets de rénovations énergétiques et de réduire l'écart de performance énergétique souvent constaté.
 - > Il est attendu des AMOén qu'ils proposent des projets conformes à l'art. 1 al. 2 de la LEn, en tant que mandataire ou en tant qu'AMOénergie, dans le cadre de la Solution rénovation de SIG-éco21. Dans ce cadre, les conditions liées au soutien financier des mesures M-10 à M-13 sont aussi applicables.
 - > En cas de cumulation par le mandataire AMOén d'un deuxième mandat dans le cadre du projet de rénovation (par exemple, ingénieur projet, ingénieur thermicien), les 2 mandats détaillés doivent être présentés afin de justifier de leur complémentarité.
 - > Sont éligibles aux subventions AMOén Lancement, Projet et Performance uniquement les bâtiments résidentiels collectifs de plus de 800 m² de SRE.
 - > Les mandats AMOén Lancement, Projet et Performance doivent être réalisés par des AMOén agréés (cf. liste de partenaires SIG-éco21).
 - > Les prestations AMOén Lancement, Projet et Performance font partie de la Solution Rénovation de SIG-éco21 (cf. conditions générales de la Solutions Rénovation SIG-éco21).
 - > L'AMOén entreprendra toutes les démarches nécessaires pour apporter au maître de l'ouvrage les informations nécessaires pour qu'il soit en mesure de prendre des décisions globales et de long terme dans le sens de la transition énergétique.
- Contact : eco21.renovation.durabilite@sig-ge.ch.

MI-10

Assistance à maîtrise d'ouvrage énergie - AMOén Lancement

- > **Bâtiment de 800 à 5'000 m² de SRE**
CHF 3'000.- / projet
- > **Bâtiment de 5'000 à 10'000 m² de SRE**
CHF 4'500.- / projet
- > **Bâtiment de plus de 10'000 m² de SRE**
CHF 6'000.- / projet

Plafonné à 100% du coût du mandat AMOén Lancement (cumulable avec les mesures M-11 à M-13)

- > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force avant 2000.
- > Les prestations AMOén Lancement, Projet et Performance visent à conseiller et accompagner les Propriétaires immobiliers dans la définition de leurs projets, la coordination des intervenants, le suivi des travaux, l'exploitation et le suivi des performances énergétiques. L'objectif est de lever les obstacles aux projets de rénovations énergétiques et de réduire l'écart de performance énergétique souvent constaté.
- > Les AMOén proposent des projets conformes à l'art. 1 al. 2 de la LEn, en tant que mandataire ou AMOénergie, dans le cadre de la Solution Rénovation de SIG-éco21. Les conditions liées au soutien financier des mesures M-10 à M-13 sont aussi applicables.
- > En cas de cumulation par le mandataire AMOén d'un deuxième mandat dans le cadre du projet de rénovation (par exemple, ingénieur projet, ingénieur thermicien), les 2 mandats détaillés doivent être présentés afin de justifier de leur complémentarité.
- > Sont éligibles aux subventions AMOén Lancement, Projet et Performance uniquement les bâtiments résidentiels collectifs de plus de 800 m² de SRE.
- > Les mandats AMOén Lancement, Projet et Performance doivent être réalisés par des AMOén agréés (cf. liste de partenaires SIG-éco21).
- > Les prestations AMOén Lancement, Projet et Performance font partie de la Solution Rénovation de SIG-éco21 (cf. conditions générales de la Solutions Rénovation).
- > L'AMOén entreprendra les démarches requises pour fournir au maître de l'ouvrage les informations nécessaires en vue de prendre des décisions globales et de long terme dans le sens de la transition énergétique.
- > Contact : eco21.renovation.durabilite@sig-ge.ch.
- > La subvention couvre le périmètre des phases SIA 1 à 22 (définition des objectifs et étude préliminaire).
- > Le cahier des charges AMOén Lancement (phases SIA 1-22) doit être respecté.
- > La subvention est plafonnée au maximum du coût des mandats AMOén Lancement (phases 1 à 22).
- > Justificatifs à fournir lors de la demande de subvention:
 - > Mandat prestation AMOén Lancement,
 - > IDC du bâtiment.
- > Justificatif à fournir pour le paiement de la subvention:
 - > Rapport final du mandat AMOén Lancement (rapport de l'étude préliminaire), y.c. le cahier des charges de l'avant projet.

MI-10

Assistance à maîtrise d'ouvrage énergie - AMOén Projet

- > Bâtiment de 800 à 5'000 m² de SRE
CHF 7'000.- / projet
- > Bâtiment de 5'000 à 10'000 m² de SRE
CHF 14'000.- / projet
- > Bâtiment de plus de 10'000 m² de SRE
CHF 21'000.- / projet

Plafonné à 100% du coût du mandat AMOén Projet (phases SIA 31 à 41)

(cumulable avec les mesures M-11 à M-13)

- > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force avant 2000.
- > Les prestations AMOén Lancement, Projet et Performance visent à conseiller et accompagner les Propriétaires immobiliers dans la définition de leurs projets, la coordination des intervenants, le suivi des travaux, l'exploitation et le suivi des performances énergétiques. L'objectif est de lever les obstacles aux projets de rénovations énergétiques et de réduire l'écart de performance énergétique souvent constaté.
- > Il est attendu des AMOén qu'ils proposent des projets conformes à l'art. 1 al. 2 de la LEN, en tant que mandataire ou en tant qu'AMOénergie, dans le cadre de la Solution rénovation de SIG-éco21. Dans ce cadre, les conditions liées au soutien financier des mesures M-10 à M-13 sont aussi applicables.
- > En cas de cumulation par le mandataire AMOén d'un deuxième mandat dans le cadre du projet de rénovation (par exemple, ingénieur projet, ingénieur thermicien), les 2 mandats détaillés doivent être présentés afin de justifier de leur complémentarité.
- > Sont éligibles aux subventions AMOén Lancement, Projet et Performance uniquement les bâtiments résidentiels collectifs de plus de 800 m² de SRE.
- > Les mandats AMOén Lancement, Projet et Performance doivent être réalisés par des AMOén agréés (cf. liste de partenaires SIG-éco21).
- > Les prestations AMOén Lancement, Projet et Performance font partie de la Solution Rénovation de SIG-éco21 (cf. conditions générales de la Solutions Rénovation SIG-éco21).
- > L'AMOén entreprendra toutes les démarches nécessaires pour apporter au maître de l'ouvrage les informations nécessaires pour qu'il soit en mesure de prendre des décisions globales et de long terme dans le sens de la transition énergétique.
Contact : eco21.renovation.durabilite@sig-ge.ch.
- > Le projet de rénovation pour lequel une subvention AMOén Projet est octroyée, fait l'objet d'une étude préliminaire sur la base de laquelle un scénario de travaux a été choisi par la personne propriétaire. Le scénario choisi vise à atteindre un IDC inférieur à 350 MJ/m².an et un saut minimal de 2 classes CECB® sur l'enveloppe.
- > Les bâtiments possédant un IDC supérieur à 900 MJ/m².an ne sont pas éligibles à la subvention AMOén Projet.
- > L'IDC est calculé avant et à l'issue des travaux.
- > Le requérant s'engage à mettre en place un concept d'optimisation et de monitoring en phase de projet SIA 3 (suivi des consommations mensuelles avec système de comptage) et planification de la phase SIA 6. Des compteurs de chaleur par EGID (ou allée d'immeuble) doivent être posés à l'issue des travaux.
- > Le requérant s'engage à mettre en œuvre les mesures d'optimisation de la consommation énergétique du bâtiment dès la fin des travaux en vue d'atteindre les objectifs de consommation visés 2 ans après les travaux.
- > Le cahier des charges AMOén Projet (phases 31-41) doit être respecté.
- > La subvention AMOén Projet est plafonnée au maximum du coût du mandat AMOén Projet (phases SIA 31 à 41).
- > Une seule subvention par projet, par exemple, chantier de rénovation, barre d'immeubles, lotissement, est possible.
 - > 25% de subvention si le dossier a reçu une demande de compléments sur les éléments liés à l'énergie pendant le processus d'autorisation.
 - > 25% de subvention si le dossier a reçu une demande de compléments pendant le processus de demandes de subventions énergie.
- > Justificatifs à fournir au moment de la demande de subvention MI-10 AMOén Projet:
 - > CECB Plus et/ou engagement du propriétaire sur la variante qui sera mise en œuvre;
 - > Mandat prestation AMOén Projet;
 - > IDC et IDC admissible du bâtiment.
- > Justificatif à fournir pour le paiement de la subvention MI-10 AMOén Projet:
 - > Rapport final du mandat AMOén Projet (rapport de préexécution);
 - > Autorisation de construire HPE/THPE et avis d'ouverture du chantier;
 - > Factures finales de la prestation.

MI-16

Assistance à maîtrise d'ouvrage énergie - Bonus AMOén Performance

Immeuble collectif

CHF 10.-/m² SRE plafonné à
CHF 30'000.-

(déplafonnement en cas de
projets complexes évalués au
cas par cas)

(cumulable avec les mesures MI-
10, M-11 à M-13)

- > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force avant 2000.
- > Les prestations AMOén Lancement, Projet et Performance visent à conseiller et accompagner les Propriétaires immobiliers dans la définition de leurs projets, la coordination des intervenants, le suivi des travaux, l'exploitation et le suivi des performances énergétiques. L'objectif est de lever les obstacles aux projets de rénovations énergétiques et de réduire l'écart de performance énergétique souvent constaté.
- > Il est attendu des AMOén qu'ils proposent des projets conformes à l'art. 1 al. 2 de la LEN, en tant que mandataire ou en tant qu'AMOénergie, dans le cadre de la Solution rénovation de SIG-éco21. Dans ce cadre, les conditions liées au soutien financier des mesures M-10 à M-13 sont aussi applicables.
- > En cas de cumulation par le mandataire AMOén d'un deuxième mandat dans le cadre du projet de rénovation (par exemple, ingénieur projet, ingénieur thermicien), les 2 mandats détaillés doivent être présentés afin de justifier de leur complémentarité.
- > Sont éligibles aux subventions AMOén Lancement, Projet et Performance uniquement les bâtiments résidentiels collectifs de plus de 800 m² de SRE.
- > Les mandats AMOén Lancement, Projet et Performance doivent être réalisés par des AMOén agréés (cf. liste de partenaires SIG-éco21).
- > Les prestations AMOén Lancement, Projet et Performance font partie de la Solution Rénovation de SIG-éco21 (cf. conditions générales de la Solutions Rénovation SIG-éco21).
- > L'AMOén entreprendra toutes les démarches nécessaires pour apporter au maître de l'ouvrage les informations nécessaires pour qu'il soit en mesure de prendre des décisions globales et de long terme dans le sens de la transition énergétique.
- > Contact : eco21.renovation.durabilite@sig-ge.ch.

- > Le projet de rénovation pour lequel une subvention AMOén Performance est octroyée, porte sur la rénovation globale du bâtiment et vise l'atteinte d'un standard HPE, THPE ou d'une labellisation Minergie, Minergie-P. L'IDC visé après travaux doit être inférieur à 230 MJ/m² pour les bâtiments sans contraintes patrimoniales et inférieur à 280 MJ/m² pour les bâtiments patrimoniaux.
- > La demande de subvention doit être déposée avant le début des travaux de rénovation.
- > La subvention AMOén Projet est plafonnée au maximum du coût du mandat AMOén Performance (phases SIA 5 et 6).
- > L'IDC est calculé avant et à l'issue des travaux.
- > Le requérant s'engage à mettre en place un concept d'optimisation et de monitoring (suivi des consommations mensuelles avec système de comptage).
- > Le requérant s'engage à mandater l'AMOén Performance jusqu'à 2 ans après la réalisation des travaux afin de mettre en œuvre les mesures d'optimisation de la consommation énergétique du bâtiment en vue d'atteindre les objectifs de consommation visés au terme du mandat AMOén Performance.
- > Le cahier des charges AMOén Performance (phases 5 et 6) doit être respecté.
- > Une seule subvention par projet, par exemple, chantier de rénovation, barre d'immeubles, lotissement, est possible.
- > La subvention AMOén Performance est versée à la fin des travaux conjointement aux subventions M-11, M-12 ou M13. Toutefois la prestation AMOén Performance se termine 2 ans après la fin des travaux.
- > Justificatifs à fournir au moment de la demande de subvention MI-16 AMOén Performance :
 - > Autorisation de construire HPE/THPE et avis d'ouverture du chantier;
 - > Mandat de la prestation AMOén Performance.
- > Justificatif à fournir pour le paiement de la subvention MI-16 AMOén Performance :
 - > Factures finales du mandat AMOén Performance;
 - > Attestation HPE/THPE du bâtiment rapport des mesures mise en œuvre (et à mettre en œuvre) afin d'atteindre les objectifs escomptés.

3. OPTIMISATION

MI-16

Optimisations énergétiques de l'exploitation (équilibre hydraulique)

CHF 3.-/m² SRE
Jusqu'a 50% de l'investissement

Conditions spécifiques et remarques :

- > Les porteurs de projets ont l'obligation de remettre à, et de faire valider par, SIG-éco21, les éléments ci-dessous afin de bénéficier de la subvention :
 - > Chauffage par radiateur : le rapport SIG-éco21 des calculs d'équilibrage réalisés avec le simulateur en ligne SIG-éco21 (<https://cvc.eco21.ch/>);
 - > Autres types de chauffage (sol, plafond rayonnant ...) : rapport avec mention des réglages sur chaque émetteur (le rapport doit également contenir l'étude de calorimétrie du bâtiment).
- > L'équilibrage hydraulique doit être réalisé sur l'ensemble des EGID connectés à la chaufferie (l'équilibrage hydraulique partiel d'un bâtiment ne donne pas le droit à la subvention).
- > L'équilibrage hydraulique doit être couplé avec un Contrat d'Optimisation Energétique (Optimisation Chaufferie). Selon la taille de l'immeuble, SIG-éco21 se réserve le droit de ne pas signer de Contrat d'Optimisation Energétique (cf. Optimisation chaufferie).
- > En cas de signature d'un Contrat d'Optimisation Energétique (cf. Optimisation chaufferie), le propriétaire peut bénéficier d'un financement de tout ou partie :
 - > Des coûts de main d'œuvre pour les calculs d'équilibrage ;
 - > De la réalisation des réglages.
- > Le financement d'un Contrat d'Optimisation Energétique (Optimisation Chaufferie) exclu la partie d'investissement pour tout type de matériel. Le remboursement du financement se fait sur les économies d'énergie thermique.
- > L'équilibrage hydraulique doit être réalisé au niveau des émetteurs de chaleur et sur tout le bâtiment pour pouvoir bénéficier de la subvention. Le système d'équilibrage doit être fait sur une vanne à double réglage ou jugé équivalent par SIG-éco21.
- > Les projets doivent être validés via l'outil CVC-EH (<https://cvc.eco21.ch/>) pour pouvoir obtenir la subvention.
- > La subvention est libérée après les travaux et avec la preuve de la facture détaillée qui fait mention des coûts de matériel et de main d'œuvre (analyse de conformité).

Contact : eco21.optimisation-chaufferie@sig-ge.ch.

4. ENVELOPPE THERMIQUE

- > Le montant minimal de la subvention pour l'enveloppe doit s'élever à CHF 1500.-
- > CECB® Plus obligatoire dès 10'000 CHF de subvention (s'il est impossible d'établir un CECB® pour le type de bâtiment concerné, il faut fournir une analyse sommaire avec recommandations sur la procédure à suivre selon le cahier des charges de l'OFEN).
- > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force avant 2000.

M-01

Isolation thermique de la façade, du toit, des murs et du sol contre terre

CHF 140.-/m² ($U < 0.2 \text{ W/m}^2\text{K}$)

CHF 80.-/m² ($U < 0.25 \text{ W/m}^2\text{K}$)

Bonus intégration capteurs solaires en toiture d'un bâtiment protégé :+ CHF 40.-/m² de toiture

(Non cumulable avec M-10 à M-13)

- > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force avant 2000.
 - > Une seule demande de subvention par élément rénové (toiture / façade / sous-sol) d'un même EGID peut être déposée.
 - > Seul les volumes chauffés (dans la situation initiale) contre extérieur sont éligibles.
 - > Les nouvelles constructions, les agrandissements ainsi que les surélévations ne donnent droit à aucune subvention.
 - > Les éléments suivants ne peuvent pas être subventionnés, avant-toits, porte à faux, dalle sur zone non chauffée (zone balcon), dalle des combles.
 - > Seuil de la valeur U de l'élément de construction donnant droit à la subvention : $U \leq 0,20 \text{ W/m}^2\text{K}$. Exception pour les murs, sols enterrés de plus de 2 m : $U \leq 0,25 \text{ W/m}^2\text{K}$.
 - > La valeur U des éléments de construction donnant droit à la subvention doit être améliorée d'au moins $0,07 \text{ W/m}^2\text{K}$ par les travaux.
 - > Les éléments de construction n'atteignent pas la valeur U exigée avant la mesure d'assainissement.
 - > CECB® Plus obligatoire dès CHF 10'000.- de subvention (s'il est impossible d'établir un CECB® pour le type de bâtiment concerné, il faut fournir une analyse sommaire avec recommandations sur la procédure à suivre selon le cahier des charges de l'OFEN).
- > **Rappel de la loi sur l'énergie et de son règlement d'application :**
- > Le projet doit également respecter les dispositions légales sur le solaire thermique (art. 15 LEn).

5. INSTALLATIONS TECHNIQUES

- > Les projets d'installation productrice de chaleur fonctionnant en bivalence avec une énergie fossile ne sont pas subventionnés.
- > Les installations productrices de chaleur subventionnées doivent être utilisées comme chauffage principal.
- > La garantie de performance validée (GPV) de Swissolar/ SuisseEnergie doit être jointe à la demande de subvention (M-03, M-04, M-05, M-06 et M-08).
- > La puissance maximale subventionnée est de 50W par m² de surface de référence énergétique (M-03, M-04, M-05 et M-06).
- > L'équilibrage hydraulique est encouragé avec la mesure IM-16.

M-03

**Chauffage à bois
automatique,
puissance calorifique ≤
70 kW**

CHF 3'000.- + CHF 50.-/kW

- > **Bonus pour la première installation d'un système de distribution de chaleur : CHF 3'000.- + CHF 400.-/kW**
- > **Bonus pour pose de compteur de chaleur : + CHF 1'000.-**

(Subvention non cumulable avec les mesures M-04 à M-07, M-10 à M-13 et M-18)

- > Les projets d'installation productrice de chaleur fonctionnant en bivalence avec une énergie fossile ne sont pas subventionnés.
- > Les installations productrices de chaleur subventionnées doivent être utilisées comme chauffage principal.
- > La garantie de performance validée (GPV) de Swissolar/ SuisseEnergie doit être jointe à la demande de subvention.
- > La puissance maximale subventionnée est de 50W par m² de surface de référence énergétique.
- > L'équilibrage hydraulique est encouragé avec la mesure MI-16.
- > Le préavis favorable du SABRA doit être joint à la demande de subvention.
- > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force avant 2000 et qui ne sont pas des habitats individuels. Des exceptions sont possibles pour les bâtiments au bénéfice d'une mesure de protection patrimoniale ; elles sont traitées au cas par cas dans le cadre du préavis qui doit être obtenu auprès du SABRA.
- > L'installation remplace un chauffage fonctionnant au mazout ou au gaz naturel, ou un chauffage électrique fixe à résistance.
- > L'installation doit être munie du label de qualité Energie-bois Suisse ou équivalent reconnu par l'OFEN.
- > L'installation respecte, dès sa mise en service, les valeurs limites d'émission fixées par l'OPair (cf. art. 5, 9 et 32 al. 2 OPair et annexe 3 OPair) ; l'exigence du respect de ces valeurs ne vaut que pour autant que celles-ci soient connues au moment de la mise en service.
- > La requête ne peut porter que sur un bâtiment pour lequel il est techniquement impossible de recourir à une autre source renouvelable que le bois (pas de réseau thermique à proximité, pas de géothermie, pas de pompe à chaleur, etc.).
- > La chaudière doit être couplée avec un autre système renouvelable permettant la production d'eau chaude estivale (installation bivalente) dans l'objectif d'arrêter la chaudière à bois en période estivale (pour éviter le fonctionnement à bas régime de la chaudière bois, régime générateur de pollution).
- > Un filtre à particules est exigé et il doit répondre à l'état actuel de la technique.

M-04

Chauffage à bois automatique, puissance calorifique > 70 kW

> Jusqu'à 500kW_{th} :
CHF 180.-/kW_{th}
> A partir de 500kW_{th} :
CHF 40'000.- + CHF 100.-/kW_{th}
**Bonus pour la première
installation d'un système de
distribution de chaleur : + CHF
3'000.- + CHF 400.-/kW**
**Bonus pour pose de compteur
de chaleur: + CHF 1'000.-**
*(Subvention non cumulable avec
les mesures M-03, M-05 à M-07,
M-10 à M-13 et M-18)*

- > Les projets d'installation productrice de chaleur fonctionnant en bivalence avec une énergie fossile ne sont pas subventionnés.
- > Les installations productrices de chaleur subventionnées doivent être utilisées comme chauffage principal.
- > La garantie de performance validée (GPV) de Swissolar/SuisseEnergie doit être jointe à la demande de subvention.
- > La puissance maximale subventionnée est de 50W par m² de surface de référence énergétique.
- > L'équilibrage hydraulique est encouragé avec la mesure MI-16.
- > L'autorisation énergétique avec le préavis favorable du SABRA doit être jointe à la demande de subvention.
- > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force avant 2000 et qui ne sont pas des habitats individuels. Des exceptions sont possibles pour les bâtiments au bénéfice d'une mesure de protection patrimoniale ; elles sont traitées au cas par cas dans le cadre du préavis qui doit être obtenu auprès du SABRA.
- > L'installation remplace un chauffage fonctionnant au mazout ou au gaz naturel, ou un chauffage électrique fixe à résistance.
- > L'installation doit être munie du label de qualité Energie-bois Suisse ou équivalent reconnu par l'OFEN.
- > La chaudière installée présente un certificat de qualité QM.
- > L'installation respecte, dès sa mise en service, les valeurs limites d'émission fixées par l'OPair (cf. art. 5, 9 et 32 al. 2 OPair et annexe 3 OPair) ; l'exigence du respect de ces valeurs ne vaut que pour autant que celles-ci soient connues au moment de la mise en service.
- > La requête ne peut porter que sur un bâtiment pour lequel il est techniquement impossible de recourir à une autre source renouvelable que le bois (pas de réseau thermique à proximité, pas de géothermie, pas de pompe à chaleur, etc.).
- > La chaudière doit être couplée avec un autre système renouvelable permettant la production d'eau chaude estivale (installation bivalente) dans l'objectif d'arrêter la chaudière à bois en période estivale (pour éviter le fonctionnement à bas régime de la chaudière bois, régime générateur de pollution).
- > Un filtre à particules est exigé et il doit répondre à l'état actuel de la technique.
- > Les installations avec réseau de chauffage dont la puissance calorifique est supérieure à 300 kW sont encouragées avec la mesure M-18.
- > Installations avec rétribution à prix coûtant du courant injecté (RPC) : seule la production de chaleur dépassant les exigences minimales énergétiques de la RPC et issue d'installations productrices d'électricité donne droit à une subvention (à justifier en fonction du projet considéré).
- > Le recours dans les délais à QM Chauffages au bois doit être justifié.
- > Les conditions liées à l'application des standards QM (QMmini, QMstandard et QMstandard version simplifiée) sont définies en fonction de la taille des installations sur le site www.qmholzheizwerke.ch.
- > Les étapes 1 à 5 du processus QM chauffage au bois doivent être respectées.

M-05

Pompe à chaleur air-eau

> CHF 3'000.- + CHF 400.-/kW

Bonus pour première installation d'un système de distributions de chaleur:

+ CHF 3'000.- + CHF 400.-/kW

Bonus pour pose de compteur de chaleur + CHF 1'000.-

(Subvention non cumulable avec les mesures M-03, M-04, M-06, M-07, M-10 à M-13 et M-18)

- > Les projets d'installation productrice de chaleur fonctionnant en bivalence avec une énergie fossile ne sont pas subventionnés.
- > Les installations productrices de chaleur subventionnées doivent être utilisées comme chauffage principal.
- > La garantie de performance validée (GPV) de Swissolar/ SuisseEnergie doit être jointe à la demande de subvention.
- > La puissance maximale subventionnée est de 50W par m² de surface de référence énergétique.
- > L'équilibrage hydraulique est encouragé avec la mesure M-16.
- > Le bâtiment ne se situe pas dans la zone d'influence des réseaux thermiques structurants cartographiée dans le Plan directeur des énergies de réseau.
- > Seul le remplacement d'un chauffage fonctionnant au mazout ou au gaz naturel, ou un chauffage électrique fixe à résistance par une pompe à chaleur avec moteur électrique donnent droit à une subvention.
- > Pour les installations d'une puissance <15 kW, le PAC système-module (PAC-SM) (pompes à chaleur efficientes avec système) doit être installé et certifié par le GSP.
- > Pour les installations de 15 kW à 100 kW et si la certification PAC-SM est impossible, une subvention est possible uniquement :
 - > En présence d'un label FWS "Solution spéciale pompe à chaleur" ;
 - > Ou en présence d'un label basé sur le règlement EHPA (<https://www.ehpa.org/nc/quality/qualitylabel/database>) ;
 - > Ou en présence d'un autre label d'un organisme d'accréditation agréé par l'OFEN.
- > La puissance de la PAC utilisée pour le calcul de la subvention est effectuée aux conditions A-7 / W35.
- > Pour les installations de >100 kW, une solution de mesure dans les règles de l'art de la consommation d'électricité et de la production de chaleur doit être mis en place.
- > Les pompes à chaleur utilisées comme source pour les réseaux et dont la puissance calorifique est supérieure à 200 kW, sont soutenues via la mesure M-18.

M-06

Pompe à chaleur sol-eau avec forage géothermique et PAC eau-eau avec source toujours supérieure à 5°C

> CHF 3000.- + CHF 800.-/kW
(ajustement possible en fonction de la source utilisée et des investissements consentis pour le projet)

Bonus (1ère installation d'un système de distributions de chaleur):+ CHF 3000.- + CHF 400.-/kW

Bonus pour pose de compteur de chaleur + CHF 1'000.-

(Subvention non cumulable avec les mesures M-03 à M-05, M-07, M-10 à M-13 et M-18)

- > Les projets d'installation productrice de chaleur fonctionnant en bivalence avec une énergie fossile ne sont pas subventionnés.
 - > Les installations productrices de chaleur subventionnées doivent être utilisées comme chauffage principal.
 - > La garantie de performance validée (GPV) de Swissolar/ SuisseEnergie doit être jointe à la demande de subvention.
 - > La puissance maximale subventionnée est de 50W par m² de surface de référence énergétique.
 - > L'équilibrage hydraulique est encouragé avec la mesure MI-16.
 - > Le bâtiment ne se situe pas dans la zone d'influence des réseaux thermiques structurants cartographiée dans le Plan directeur des énergies de réseau.
 - > Seul le remplacement d'un chauffage fonctionnant au mazout ou au gaz naturel, ou un chauffage électrique fixe à résistance par une pompe à chaleur avec moteur électrique donnent droit à une subvention.
 - > Pour les installations d'une puissance <15 kW, le PAC système-module (PAC-SM) (pompes à chaleur efficaces avec système) doit être installé et certifié par le GSP.
 - > Pour les installations de 15 kW à 100 kW et si la certification PAC-SM est impossible, une subvention est possible uniquement en cas de labels suivants :
 - > Label FWS "Solution spéciale pompe à chaleur" ;
 - > Label basé sur le règlement EHPA (<https://www.ehpa.org/nc/quality/qualitylabel/database>) ;
 - > Autre label d'un organisme d'accréditation agréé par l'OFEN.
 - > Pour les installations de >100 kW, une solution de mesure dans les règles de l'art de la consommation d'électricité et de la production de chaleur doit être mis en place.
 - > Projet géothermiques : un label de qualité est exigé pour les entreprises de forage de sondes géothermiques.
 - > Ajustement possible en fonction de la source utilisée et des investissements consentis pour le projet
- > **Conditions spécifiques PAC sol/eau* :**
- > Le dimensionnement de la PAC et des sondes ainsi que le calcul de la subvention sont effectués aux conditions B0 / W35.
 - > Les prescriptions de la norme SIA 384/6 doivent être respectées.
- > **Conditions spécifiques PAC eau-eau** :**
- > L'installation utilise une source de chaleur de meilleure qualité que l'air extérieur (chaleur des eaux souterraines, des eaux de lac, etc.).
 - > Le dimensionnement de la PAC ainsi que le calcul de la subvention sont effectués aux conditions W10 / W35.

<p>M-08 Installation solaire thermique</p>	<p>> CHF 4'800.- + CHF 2'000.-/kW <i>(Subvention non cumulable avec les mesures M-10 à M-13)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> > La garantie de performance validée (GPV) de Swissolar/ SuisseEnergie doit être jointe à la demande de subvention. > La requête porte sur nouvelle installation solaire ou l'extension d'une installation existante. Le remplacement des capteurs solaires d'une installation existante sur un bâtiment n'est pas subventionné. > L'installation sur une nouvelle construction n'est pas subventionnée. > Seuls les capteurs ou systèmes combinés mentionnés sur la liste officielle disponible sur le site http://kollektorliste.ch donnent droit à une subvention. > Un justificatif de dimensionnement est exigé. La subvention est calculée en fonction du dimensionnement calculé selon la norme SIA 380/1 (jusqu'à, en principe, maximum de 70% des besoins en eau chaude sanitaire). Le calcul du dimensionnement ne tient pas compte d'une éventuelle piscine chauffée. > Un suivi actif de l'installation selon les prescriptions de Swissolar doit avoir lieu pour les installations dont la puissance thermique nominale des capteurs est supérieure à 20 kW. > Les capteurs à air, les séchoirs à foin, les installations de chauffage de piscines ainsi que les capteurs solaires utilisés comme sources (pompe à chaleur, réseaux, etc.) ne donnent pas droit à une subvention. > La puissance thermique nominale des capteurs pour accéder à la subvention doit être supérieure à 2 kW. Dans le cas d'une extension de l'installation, la puissance thermique nominale supplémentaire des capteurs doit s'élever à 2 kW.
<p>M-09 Ventilation dans les habitations avec récupération de chaleur par échangeur (rendement > 70%)</p>	<p>> CHF 4'800.- par unité d'habitation <i>(Subvention non cumulable avec les mesures M-10 à M-13)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> > Seules les nouvelles installations sur des bâtiments existants. > Seuls les appareils avec amenée d'air, évacuation de l'air vicié et récupération de chaleur donnent droit à une subvention. > Le renouvellement de l'air doit être approprié (p. ex. 0,3 à 0,6 volume/h). > La puissance spécifique de débit est égale ou inférieure à 0,42 W/(m3/h). > Les exigences du cahier technique SIA 2023 doivent être respectées. > Le nombre d'unités d'habitation doit être indiqué dans le formulaire de requête. > Le rendement minimal de la récupération de chaleur est de 70%.
<p>SIG-éco21 Eclairage</p>	<p>Jusqu'à 50% de l'investissement Le montant exact se calcule en fonction des économies d'électricité en kWh (*)</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Pour les projets portant sur l'assainissement de l'éclairage des communs d'immeubles et parking, seuls les projets mettant un place un système de détection ou interrupteurs peuvent bénéficier de cette incitation financière. <p>Cette condition ne concerne pas les assainissements d'éclairage dans les entreprises.</p> <p>Contact : eco21.eclairage@sig-ge.ch</p>
<p>SIG-éco21 Circulateurs</p>	<p>Jusqu'à 40% de l'investissement Le montant exact se calcule en fonction des économies d'électricité en kWh (**)</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Seules les pompes de circulation pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire peuvent bénéficier de cette incitation financière. > Les pompes de circulation pour le chauffage doivent avoir un IEE < 0.20 pour être éligible (condition du programme ProKilowatt). > La règle de 1 0/00 entre la puissance électrique du circulateur et la puissance thermique distribuée doit être respectée. > Le financement de cette solution vient, en grande partie, du programme ProKilowatt. <p>Contact : eco21.circulateur@sig-ge.ch</p>

<p>SIG-éco21 Ventilation</p>	<p>Jusqu'à 50% de l'investissement Le montant exact se calcule en fonction des économies d'électricité en kWh et d'émissions équivalent CO₂ (**)</p>	<p>> Seuls les projets calculés à l'aide de l'outil en ligne (https://cvc.eco21.ch) et validés par le comité OCEN-SIG peuvent bénéficier de l'incitation financière. Contact : eco21.ventilation@sig-ge.ch</p>
<p>SIG-éco21 Autres installations techniques</p>	<p>Jusqu'à 50% de l'investissement Le montant exact se calcule en fonction des économies d'électricité en kWh et/ou réductions d'émissions équivalent CO₂</p>	<p>> Tous les projets sont évalués par SIG-éco21. Le porteur de projet est tenu informé de la décision. Contact : support.ee@sig-ge.ch</p>
<p>SIG-éco21 Optimisation Chaufferie</p>	<p>Programme autofinancé par les économies d'énergie thermique</p>	<p>> Le propriétaire ou son représentant doit signer un contrat d'optimisation énergétique avec SIG (cf. contrat sous ww2.sig-ge.ch) > L'audit de la chaufferie doit faire état d'un potentiel d'économie d'énergie. > Un compteur d'énergie pour la production de chaleur et d'eau chaude sanitaire (gaz, mazout, CAD, ...) doit être installé. Contact : eco21.optimisation-chaufferie@sig-ge.ch</p>

SIG

Installation solaire photovoltaïque

La subvention fédérale : Rétribution Unique (RU)

+

La Prime solaire SIG en 2024 pour les installations photovoltaïques mises en service dans l'année, avec le soutien d'Electricité Vitale Vert.

Avec la RU, les exploitants d'installations photovoltaïques reçoivent une contribution d'investissement unique.

Les rétributions uniques pour les installations photovoltaïques sont accordées dans deux programmes différents : les rétributions uniques pour les petites installations photovoltaïques (PRU) d'une puissance de moins de 100 kWc et les rétributions uniques pour les grandes installations (GRU) avec une puissance supérieure ou égale à 100 kWc (**Rétribution unique (RU) - Pronovo AG**). Pour les installations possédant un angle d'inclinaison > 75°, un bonus de 100 CHF/kWc est attribué.

La RU représente maximum 30% du coût d'investissement d'une installation de référence. Le montant exact se calcule en fonction de la puissance, du type d'installation (ajoutée / intégrée) et de la date de mise en service. Calculez le montant de votre subvention grâce au tarifificateur Pronovo : [Tarifificateur - Pronovo AG](#)

Pour la Prime solaire 2024 de SIG :

La Prime solaire de SIG sera reconduite pour la dernière fois en 2024. Le montant de ce soutien équivaut à 20% de la subvention fédérale (rétribution unique) et dépend donc de la date de mise en service, de la puissance installée et du type d'installation.

Les conditions détaillées pour accéder à la Prime solaire 2024 ainsi que le formulaire de demande sont disponibles sur le site SIG (www.sig-mamaisonsolaire.ch).

6. RENOVATION GLOBALE

> La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force le 1er janvier 2000 au plus tard.

<p>SIG-éco21 Assistance à maîtrise d'usage</p>	<p>Bâtiments résidentiels collectifs:</p> <ul style="list-style-type: none"> > 1er projet : 80% de la prestation de l'AMU plafonnée à CHF 30'000.- > dès le 2ème projet : 50% de la prestation de l'AMU plafonnée à CHF 19'000.- 	<ul style="list-style-type: none"> > La prestation AMU fait partie de la solution Rénovation de SIG-éco21 (cf. conditions générales de la solution Rénovation SIG-éco21). > La prestation AMU vise à informer, accompagner et impliquer les usagers durant toutes les phases du projet de rénovation, de manière à optimiser les chances d'atteindre les performances énergétiques attendues du bâtiment à l'issue de la rénovation et à limiter les freins inhérents au facteur humain. > La subvention est conditionnée à la planification d'un projet de rénovation globale du bâtiment visant à atteindre un standard HPE, THPE Rénovation ou d'une labellisation Minergie, Minergie-P Rénovation. L'IDC visé après travaux doit être inférieur à 230 MJ/m² pour les bâtiments sans contraintes patrimoniales et inférieur à 280 MJ/m² pour les bâtiments patrimoniaux. > La prestation AMU doit débiter au minimum 8 mois avant le début des travaux, afin de planifier au mieux les interventions liées à l'accompagnement les usagers. > Si le projet n'intègre pas le recours à une prestation AMOén Projet et/ou Performance, 50% de la subvention est versée en cours de projet et les 50% restant sont conditionnés à l'atteinte des seuils IDC visés 2 ans après travaux (cf. condition précédente). <p>Contact : eco21.renovation.durabilite@sig-ge.ch</p>
<p>M-10 Amélioration de la classe CECB® pour l'enveloppe et l'efficacité énergétique globale</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Maison individuelle Amélioration <ul style="list-style-type: none"> > + 2 classes CHF 150.-/m² SRE > + 3 classes CHF 230.-/m² SRE > + 4 classes et plus CHF 390.-/m² SRE > Immeuble collectif Amélioration <ul style="list-style-type: none"> > + 2 classes CHF 90.-/m² SRE > + 3 classes CHF 140.-/m² SRE > + 4 classes et plus CHF 210.-/m² SRE > Bâtiment non habitat Amélioration <ul style="list-style-type: none"> > + 2 classes CHF 60.-/m² SRE > + 3 classes CHF 90.-/m² SRE > + 4 classes et plus CHF 150.-/m² SRE <p><i>(Non cumulable avec M-01 à M-09 et M-11 à M-13)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force le 1er janvier 2000 au plus tard. > La subvention est octroyée sur la base d'un certificat CECB® version 2023. > L'étiquette énergie qui a la plus faible amélioration définit le montant octroyé (étiquette "Enveloppe du bâtiment" et étiquette "Efficacité énergétique globale"). > Le certificat CECB® ainsi que le CECB® Plus doivent être fournis pour obtenir la décision de subvention. > Le certificat CECB® mis à jour après travaux doit être fourni pour obtenir le versement de la subvention.
<p>M-15 Bonus pour l'efficacité énergétique globale</p>	<p>Subvention calculée sur mesure (Subvention non cumulable avec les mesures M-10 à M-13, M16 et M 17. Subvention cumulable avec les mesures M-01 à M-09 réalisées)</p>	<ul style="list-style-type: none"> > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force le 1er janvier 2000 au plus tard. > Il s'agit d'une contribution supplémentaire pour la rénovation de bâtiment en plusieurs grandes étapes avec mesures ponctuelles, selon les mesures M-01 à M-09, qui atteignent un standard HPE ou THPE de rénovation (variantes MoPEC, Minergie® ou CECB® - M 11 à M-13). > Le Bonus est payé lorsque la mesure ponctuelle est réalisée et que le bâtiment obtient le certificat HPE-Réno (ou THPE-Réno). > Le bâtiment doit être certifié par l'OCCEN HPE-Réno ou THPE-Réno à l'issue des travaux.

7. CERTIFICATION

- > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force le 1er janvier 2000 au plus tard (M-11, M-12 et M-13).
- > Un comptage de chaleur par EGID (ou allée d'immeuble) est exigé à l'issue des travaux.

<p>M-11 HPE - Rénovation variante MoPEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Habitat individuel CHF 390.-/m² * SRE > Habitat collectif CHF 210.-/m² * SRE > Autre bâtiment CHF 150.-/m² * SRE <p><i>(Non cumulable avec M-01 à M10 et M-12 à M-13)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force le 1er janvier 2000 au plus tard. > L'autorisation de construire HPE-Réno, variante MoPEC, doit être fournie pour obtenir la décision de subvention. > Le calcul des besoins de chaleur et des besoins en énergie pour le chauffage, dans les règles de l'art et conformément aux normes SIA, doit être effectué avant le début des travaux énergétiques, ainsi qu'à l'issue des travaux, et doit être fourni pour obtenir la décision de subvention. > L'attestation HPE-Réno, variante MoPEC, accompagnée du calcul des besoins de chaleur et des besoins en énergie pour le chauffage mis à jour après travaux, doit être fournie pour obtenir le versement de la subvention.
<p>M-11 THPE - Rénovation variante MoPEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Habitat individuel CHF 470.-/m² * SRE > Habitat collectif CHF 270.-/m² * SRE > Autre bâtiment CHF 190.-/m² * SRE <p><i>(Non cumulable avec M-01 à M10 et M-12 à M-13)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force le 1er janvier 2000 au plus tard. > L'autorisation de construire THPE-Réno, variante MoPEC, doit être fournie pour obtenir la décision de subvention. > Le calcul des besoins de chaleur et des besoins en énergie pour le chauffage, dans les règles de l'art et conformément aux normes SIA, doit être effectué avant le début des travaux énergétiques, ainsi qu'à l'issue des travaux, et doit être fourni pour obtenir la décision de subvention. > L'attestation THPE-Réno, variante MoPEC, accompagnée du calcul des besoins de chaleur et des besoins en énergie pour le chauffage mis à jour après travaux, doit être fournie pour obtenir le versement de la subvention.
<p>M-12 Rénovation HPE variante Minergie®</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Habitat individuel CHF 390.-/m² * SRE Bonus «Eco» CHF 20.-/m² * SRE > Habitat collectif CHF 210.-/m² * SRE Bonus «Eco» CHF 20.-/m² * SRE > Autre bâtiment CHF 150.-/m² * SRE Bonus «Eco» CHF 20.-/m² * SRE <p><i>(Non cumulable avec M-01 à M11 et M-13)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force avant 2000. > L'autorisation de construire HPE-Réno variante Minergie®, doit être fournie pour obtenir la décision de subvention. > Certification Minergie® selon les modalités 2023. > L'attestation HPE-Réno variante Minergie®, accompagnée du certificat Minergie® doit être fournie pour obtenir le versement de la subvention. > La subvention est octroyée en cas d'atteinte du standard HPE-Réno variante Minergie®.
<p>M-12 Rénovation THPE variante Minergie-P®</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Habitat individuel CHF 470.-/m² * SRE Bonus «Eco» CHF 20.-/m² * SRE > Habitat collectif CHF 270.-/m² * SRE Bonus «Eco» CHF 20.-/m² * SRE > Autre bâtiment CHF 190.-/m² * SRE Bonus «Eco» CHF 20.-/m² * SRE <p><i>(Non cumulable avec M-01 à M11 et M-13)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force avant 2000. > L'autorisation de construire THPE-Réno, variante Minergie®, doit être fournie pour obtenir la décision de subvention. > Certification Minergie® selon les modalités 2023. > L'attestation THPE-Réno, variante Minergie®, accompagnée du certificat Minergie®-P (avec ou sans la certification supplémentaire «Eco», avec ou sans la certification supplémentaire Minergie®-A), doit être fournie pour obtenir le versement de la subvention. > La subvention est octroyée en cas d'atteinte du standard THPE-Réno Minergie®-P.

<p>M-13 HPE - Rénovation variante CECB®</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Habitat individuel CHF 390.-/m² * SRE > Habitat collectif CHF 210.-/m² * SRE > Autre bâtiment CHF 150.-/m² * SRE <p><i>(Non cumulable avec M-01 à M-12)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force avant 2000. > La subvention est octroyée sur la base d'un certificat CECB® version 2023. > Le certificat CECB® ainsi que le CECB® Plus doivent être fournis pour obtenir la décision de subvention. > L'attestation HPE-Rénovation variante CECB®, accompagnée du certificat CECB® mis à jour après travaux, doit être fournie pour obtenir le versement de la subvention. > La subvention est octroyée en cas d'atteinte du standard HPE-Réno CECB® C/B.
<p>M-13 THPE - Rénovation variante CECB®</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Habitat individuel CHF 470.-/m² * SRE > Habitat collectif CHF 270.-/m² * SRE > Autre bâtiment CHF 190.-/m² * SRE <p><i>(Non cumulable avec M-01 à M-12)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> > La requête ne peut porter que sur des bâtiments dont l'autorisation de construire est entrée en force avant 2000. > La subvention est octroyée sur la base d'un certificat CECB® version 2023. > Le certificat CECB® ainsi que le CECB® Plus doivent être fournis pour obtenir la décision de subvention. > L'attestation HPE-Rénovation variante CECB®, accompagnée du certificat CECB® mis à jour après travaux, doit être fournie pour obtenir le versement de la subvention. > La subvention est octroyée en cas d'atteinte du standard THPE-Réno CECB® B/A.
<p>M-16 Construction neuve THPE 2000W variante Minergie-P(-ECO) ou Minergie-P(-A)®</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Habitat individuel CHF 75.- /m² * SRE Bonus «Eco» CHF 5.- /m² * SRE > Habitat collectif CHF 40.-/m² * SRE Bonus «Eco» CHF 5.-/m² * SRE > Autre bâtiment CHF 30.-/m² * SRE Bonus «Eco» CHF 5.-/m² * SRE <p><i>(Non cumulable avec d'autres mesures)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> > L'autorisation de construire THPE-Neuf doit être fournie pour obtenir la décision de subvention. > L'attestation THPE-Neuf accompagnée du certificat Minergie®-P (avec ou sans la certification supplémentaire «Eco», avec ou sans la certification supplémentaire Minergie®-A), doit être fournie pour obtenir le versement de la subvention. > Certification Minergie® selon les modalités 2023. > Les extensions et les surélévations peuvent être subventionnées uniquement si l'entier du bâtiment atteint les exigences liées au label Minergie®-P (Minergie®-P Rénovation pour la rénovation du bâtiment existant et Minergie®-P pour l'extension ou la surélévation).
<p>M-17 Construction neuve THPE-2000W variante CECB A/A</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Habitat individuel CHF 75.- /m² * SRE > Habitat collectif CHF 40.-/m² * SRE > Autre bâtiment CHF 30.-/m² * SRE <p><i>(Non cumulable avec d'autres mesures)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> > La subvention est octroyée sur la base d'un certificat CECB® version 2023. > L'autorisation de construire THPE-Neuf doit être fournie pour obtenir la décision de subvention. > L'attestation THPE-Neuf accompagnée du certificat CECB® A/A, doit être fournie pour obtenir le versement de la subvention. > CECB® établi selon les modalités en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2023 du règlement CECB® > La subvention est octroyée en cas d'atteinte des classes CECB® A/A. > Les extensions et les surélévations peuvent être subventionnées uniquement si l'entier du bâtiment atteint les exigences liées au label CECB® (CECB® C/B ou CECB® B/A pour la rénovation, et CECB® A/A pour l'extension ou la surélévation).

8. RESEAUX THERMIQUES

- > Le raccordement à des réseaux thermiques au bénéfice de conventions CO₂, tels que CADIOM, CAD Lignon, CAD Charmilles, CAD Vieusseux, SIG CAD Artisans, SIG CAD Fr. Lehmann, SIG CAD Tourelles, ne sont pas subventionnés (liste non exhaustive – se renseigner auprès de l'OCEN).
- > La subvention est applicable aux réseaux thermiques alimentés avec au minimum 50% d'énergie non fossile.
- > Est considéré un réseau thermique, une installation comprenant une chaufferie fournissant de la chaleur à plusieurs bâtiments par l'intermédiaire de canalisations de transport de chaleur. Le réseau est exploité par un tiers qui facture l'énergie fournie. La distribution de chaleur à l'intérieur d'un bâtiment ou entre plusieurs bâtiments de la même entité n'est pas considérée comme un réseau thermique.
- > L'unité de référence en MWh/an (valeur de planification conformément au dimensionnement de l'installation) doit être déterminée par l'exploitant du réseau de chauffage et clairement documentée :
 - > Nouvelle construction / extension du réseau thermique :
Chaleur issue des énergies renouvelables ou des rejets de chaleur distribuée dans les bâtiments (nette, sans pertes de réseau), dans lesquels le raccordement à un réseau thermique remplace un chauffage à mazout, à gaz ou électrique.
 - > Nouvelle construction / extension de la centrale de production de chaleur :
Chaleur supplémentaire livrée aux bâtiments existants (nette, sans perte de réseau) issue des énergies renouvelables ou des rejets de chaleur par rapport à l'état avant la nouvelle construction / l'extension de la centrale de production de chaleur.

Fiche M-07

Raccordement à un réseau de chauffage (bâtiments existants)

- > CHF 8'000.- + CHF 200.-/kW (<500kW)
- > CHF 58'000.- + CHF 100.-/kW (>500kW)
- > + Bonus (1ère installation d'un système distribution de chaleur):
CHF 3000.- + CHF 400.-/kW
(Subvention non cumulable avec les mesures M-05, M-06, M-10 à M-13)

- > Le raccordement à des réseaux thermiques au bénéfice de conventions CO₂, tels que CADIOM, CAD Lignon, CAD Charmilles, CAD Vieusseux, SIG CAD Artisans, SIG CAD Fr. Lehmann, SIG CAD Tourelles, ne sont pas subventionnés (liste non exhaustive – se renseigner auprès de l'OCEN).
- > La subvention est applicable aux réseaux thermiques alimentés avec au minimum 50% d'énergie non fossile.
- > Est considéré un réseau thermique, une installation comprenant une chaufferie fournissant de la chaleur à plusieurs bâtiments par l'intermédiaire de canalisations de transport de chaleur. Le réseau est exploité par un tiers qui facture l'énergie fournie. La distribution de chaleur à l'intérieur d'un bâtiment ou entre plusieurs bâtiments de la même entité n'est pas considérée comme un réseau thermique.
- > L'unité de référence en MWh/an (valeur de planification conformément au dimensionnement de l'installation) doit être déterminée par l'exploitant du réseau de chauffage et clairement documentée :
 - > Nouvelle construction / extension du réseau thermique :
 - > Chaleur issue des énergies renouvelables ou des rejets de chaleur distribuée dans les bâtiments (nette, sans pertes de réseau), dans lesquels le raccordement à un réseau thermique remplace un chauffage à mazout, à gaz ou électrique.
 - > Nouvelle construction / extension de la centrale de production de chaleur :
 - > Chaleur supplémentaire livrée aux bâtiments existants (nette, sans perte de réseau) issue des énergies renouvelables ou des rejets de chaleur par rapport à l'état avant la nouvelle construction / l'extension de la centrale de production de chaleur.
 - > La distribution de chaleur s'effectue dans des bâtiments existants (la distribution de chaleur dans les nouvelles constructions ne donne droit à aucune subvention). Le raccordement remplace un chauffage fonctionnant au mazout ou au gaz naturel, ou un chauffage électrique fixe à résistance.
 - > La chaleur distribuée par le réseau est utilisée pour le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire.
 - > La subvention est calculée pour une puissance de raccordement s'élevant au maximum à 50 W/m² de surface de référence énergétique.

**M-18 (sans
financement à double)
Nouvelle
construction/extension
du réseau de chaleur
avec ou sans
financement à double
M-07**

Avec financement à double (M-18 + M-07)

- > CHF 80.-/MWh.an * part de renouvelable (réseau thermique)
- > CHF 260.-/MWh.an * part de renouvelable (production de chaleur)

Sans financement à double (M-18)

- > CHF 300.-/MWh.an * part de renouvelable (réseau thermique)
- > CHF 260.-/MWh.an * part de renouvelable (production de chaleur)

(Subvention non cumulable avec les mesures M-03 à M-06, M-10 à M-13)

- > Le raccordement à des réseaux thermiques au bénéfice de conventions CO₂, tels que CADIOM, CAD Lignon, CAD Charmilles, CAD Vieusseux, SIG CAD Artisans, SIG CAD Fr. Lehmann, SIG CAD Tourelles, ne sont pas subventionnés (liste non exhaustive – se renseigner auprès de l'OCEN).
- > La subvention est applicable aux réseaux thermiques alimentés avec au minimum 50% d'énergie non fossile.
- > Est considéré un réseau thermique, une installation comprenant une chaufferie fournissant de la chaleur à plusieurs bâtiments par l'intermédiaire de canalisations de transport de chaleur. Le réseau est exploité par un tiers qui facture l'énergie fournie. La distribution de chaleur à l'intérieur d'un bâtiment ou entre plusieurs bâtiments de la même entité n'est pas considérée comme un réseau thermique.
- > L'unité de référence en MWh/an (valeur de planification conformément au dimensionnement de l'installation) doit être déterminée par l'exploitant du réseau de chauffage et clairement documentée :
- > Nouvelle construction / extension du réseau thermique :
 - > Chaleur issue des énergies renouvelables ou des rejets de chaleur distribuée dans les bâtiments (nette, sans pertes de réseau), dans lesquels le raccordement à un réseau thermique remplace un chauffage à mazout, à gaz ou électrique.
 - > Nouvelle construction / extension de la centrale de production de chaleur :
 - > Chaleur supplémentaire livrée aux bâtiments existants (nette, sans perte de réseau) issue des énergies renouvelables ou des rejets de chaleur par rapport à l'état avant la nouvelle construction / l'extension de la centrale de production de chaleur.
- > Financement à double M-07/M-18 : pour un même réseau thermique, le canton verse des subventions à la fois au maître d'ouvrage dont le bâtiment doit être raccordé (M 07) et à l'exploitant du réseau thermique (M-18).
- > La chaleur fournie provient au moins à 50% d'énergies renouvelables ou de rejets thermiques inutilisables autrement.
- > La chaleur fournie par le réseau remplace un chauffage fonctionnant au mazout ou au gaz naturel, ou un chauffage électrique fixe à résistance.
- > La chaleur distribuée par le réseau est utilisée pour le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire.
- > La distribution de chaleur s'effectue dans des bâtiments existants (la distribution de chaleur dans les nouvelles constructions ne donne droit à aucune subvention).
- > Le nouveau réseau/l'extension du réseau ou la nouvelle installation/l'extension de l'installation de production de chaleur engendre la distribution d'un supplément de chaleur issue des énergies renouvelables ou des rejets thermiques par rapport à la situation initiale, c'est à dire avant modification (le seul remplacement d'une installation, sans extension, ne donne pas droit à une subvention).
- > Le recours aux réseaux alimentés au bois doit être justifié et doit respecter les prescriptions relatives à QM Chauffage au bois (www.qmholzheizwerke.ch).
- > Installations avec rétribution à prix coûtant du courant injecté (RPC) : seule la production de chaleur dépassant les exigences minimales énergétiques de la RPC et issue d'installations productrices d'électricité donne droit à une subvention (à justifier en fonction du projet considéré).
- > Si le dimensionnement du raccordement dépasse 50 W/m² de surface de référence énergétique, la subvention peut être réévaluée.

9. FORMATION ET INFORMATION

- > Les subventions cantonales ne peuvent être attribuées qu'aux résidents genevois ou professionnels exerçants sur le canton de Genève.
- > Les subventions pour la formation sont axées sur les domaines prioritaires de la politique énergétique genevoise et fédérale.

<p>MI-01 Documentation (fiches, brochures, bulletins, flyers)</p>	<p>Sur demande</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Sur demande > Cette thématique pourrait être subventionnée si elle réponds aux enjeux de la politique énergétique cantonale ainsi que de l'OFEN. > L'OCEN doit être consulté en amont de toute demande de subvention sans quoi la requête ne sera pas éligible. > Les documents/supports produits en lien avec la demande de subvention doivent respecter la charte graphique de l'état de Genève (OCEN) ainsi que de l'OFEN.
<p>MI-02 Contributions médiatiques (newsletter, article de presse, etc.)</p>	<p>Sur demande</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Sur demande > Cette thématique pourrait être subventionnée si elle réponds aux enjeux de la politique énergétique cantonale ainsi que de l'OFEN. > L'OCEN doit être consulté en amont de toute demande de subvention sans quoi la requête ne sera pas éligible. > Les documents/supports produits en lien avec la demande de subvention doivent respecter la charte graphique de l'état de Genève (OCEN) ainsi que de l'OFEN.
<p>MI-03 Foires / expositions (organisation, accessoires de stand)</p>	<p>Sur demande</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Sur demande > Cette thématique pourrait être subventionnée si elle réponds aux enjeux de la politique énergétique cantonale ainsi que de l'OFEN. > L'OCEN doit être consulté en amont de toute demande de subvention sans quoi la requête ne sera pas éligible. > Les documents/supports produits en lien avec la demande de subvention doivent respecter la charte graphique de l'état de Genève (OCEN) ainsi que de l'OFEN.
<p>MI-09 Certification SNBS</p>	<ul style="list-style-type: none"> > 80% des coûts si certification Platine > 60% des coûts si certification Or > 40% des coûts si certification Argent 	<ul style="list-style-type: none"> > Une subvention est accordée pour l'établissement d'une certification selon les critères de construction durable suisse SNBS. > Les couts considérés pour cette demande de subvention se limitent aux prestations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> > Travaux en lien direct avec l'élaboration de la documentation pour les vérifications de conformité 1 et 2 ; > Emoluments de certification (cf. Émoluments / SNBS Hochbau https://www.snbs-batiment.ch/). > Contacter l'OCEN en amont du projet : ocen@etat.ge.ch.
<p>MI-04 Manifestations (journées de l'énergie, séminaires d'échange d'expériences, etc.)</p>	<p>Sur demande</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Sur demande > Cette thématique pourrait être subventionnée si elle réponds aux enjeux de la politique énergétique cantonale ainsi que de l'OFEN. > L'OCEN doit être consulté en amont de toute demande de subvention sans quoi la requête ne sera pas éligible. > Les documents/supports produits en lien avec la demande de subvention doivent respecter la charte graphique de l'état de Genève (OCEN) ainsi que de l'OFEN.
<p>MI-05 Formation</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Formations courtes: CHF 300.-/journée de cours > Formations certifiantes de type CAS / MAS : 25% du montant de l'écolage > Modules de formation constitutifs d'un CAS / MAS : 25% du montant de l'écolage 	<ul style="list-style-type: none"> > Le projet de formation répond aux priorités du canton de Genève et de la Confédération en termes de politique énergétique. > La demande de subvention est accompagnée de la présentation détaillée du projet. > La subvention n'est attribuée qu'aux résidents genevois ou aux professionnels exerçant sur le canton de Genève. > La requête en subvention doit être déposée avant le début des cours.

CONDITIONS GÉNÉRALES DE SUBVENTIONNEMENT

1. Objet subventionné

- > Une demande de subvention par numéro « EGID » (identificateur fédéral par bâtiment) et par adresse postale doit être déposée.
- > Seuls les travaux effectués sur des éléments du bâtiment déjà chauffés à l'état initial donnent droit à une subvention.
- > L'indice de dépense de chaleur moyen (IDC) sur les 3 dernières années doit être renseigné auprès de l'office cantonal de l'énergie (OCEN).

2. Personne éligible à la subvention

- > Les subventions sont accordées pour des objets situés sur territoire du canton de Genève, propriété de personne physique, morale, établissement de droit public autonome, commune ou ensemble de communes. L'État de Genève, la Confédération ou un propriétaire exempté de la taxe sur le CO2 ne peut pas bénéficier de subventions.
- > Les mesures relatives à des bâtiments publics ou des installations publiques pouvant être influencées directement par le conseil d'Etat ou par le parlement du canton par le biais d'attribution de crédits (par exemple, crédit d'investissement) ne donnent pas droit à une contribution.
- > Les mesures des institutions (établissements de droit public, sociétés anonymes, associations, fondations, etc.) auxquelles les cantons participent financièrement en leur accordant un budget global et sur lesquelles le Conseil d'Etat ou le parlement du canton n'ont ainsi aucune influence directe donnent droit à une contribution.

3. Montants de la subvention

- > Le montant de la subvention ne peut en principe pas dépasser 50% du coût des travaux en lien avec la demande de subvention.
- > Les projets dont le subventionnement est inférieur à CHF 1'000.- ne donnent pas droit à une contribution. Sont réservées les mesures indirectes, par exemple CECB® Plus ou les formations.
- > Les bailleurs s'engagent à répercuter sur les locataires la réduction des coûts immobiliers obtenue grâce aux contributions.

4. Dépôts et traitement des dossiers

- > La requête en subvention doit être déposée avant le début des travaux faisant l'objet de la demande de subvention, par exemple au moment de la délivrance de l'autorisation de construire ou de la validation du dossier d'exécution avant travaux (V30T).

- > L'octroi d'une subvention ne constitue pas un droit pour celui qui la sollicite.
- > Les décisions d'octroi de subventions sont prises dans la limite du budget disponible et les dossiers sont traités par ordre d'arrivée à l'OCEN.

5. Autorisations administratives

- > Le propriétaire est tenu d'obtenir toutes les autorisations nécessaires pour la réalisation des travaux faisant l'objet de la demande de subvention, par exemple déclaration de conformité ou autorisation de construire complémentaires faisant suite à une modification du projet.

6. Délai de réalisation des travaux

- > Les travaux faisant l'objet de la demande de subvention doivent avoir été réalisés dans les 24 mois à compter de l'entrée en force de la décision d'octroi de subvention.

7. Versement

- > Les subventions ne sont versées qu'au propriétaire du bâtiment ou à son représentant au bénéfice d'une procuration valable. Est réservé la promotion des réseaux de chauffage pour laquelle les subventions sont versées au gestionnaire du réseau.
- > La déclaration d'achèvement des travaux ou le formulaire d'achèvement des travaux, ainsi que les documents à fournir, doivent être fournis par le requérant dans les 24 mois à compter de l'entrée en force de la décision d'octroi de subvention.

8. Suivi et contrôle

- > Le requérant s'engage à fournir à l'OCEN, sur demande, toutes les informations ou autres documentations permettant de statuer sur la requête ainsi que sur le montant de la subvention.
- > Le requérant s'engage à fournir à l'OCEN, sur demande, les relevés d'exploitation (de l'énergie consommée et produite) durant les cinq premières années de service, notamment l'IDC.
- > L'OCEN se réserve le droit de procéder en tout temps à des contrôles des objets pour lesquels une subvention est octroyée.
- > L'OCEN peut exiger la restitution des subventions octroyées sur la base d'indications erronées.

CONDITIONS GÉNÉRALES D'INCITATIONS FINANCIÈRES SIG-ECO21

Les éléments ci-dessous sont en sus des éléments indiqués dans le tableau des subventions OCEN/SIG-éco21

- > Le lieu des travaux est sis sur le canton de Genève.
- > Les incitations financières ne sont versées qu'au propriétaire du bâtiment, ou des installations (investisseur) ou à son représentant au bénéfice d'une procuration valable.
- > Le requérant autorise SIG-éco21 à consulter, ou s'engage à lui fournir, sur demande, les relevés d'exploitation (de l'énergie consommée et produite) durant les cinq premières années de service.
- > SIG-éco21 se réserve le droit de procéder en tout temps à des contrôles des chantiers, des installations techniques, des véhicules et des objets pour lesquels une incitation financière est octroyée, et cela jusqu'à 24 mois après la fin des travaux.
- > Les demandes d'incitation financière SIG-éco21 ne seront traitées que si elles ont été réalisées avec les outils en ligne prévus à cet effet (cf. ww2.sig-ge.ch) et dont le projet fait l'objet d'une demande de validation. C'est-à-dire celles qui ont été dûment remplies (i.e. comprenant toutes les pièces nécessaires à l'examen du dossier) et dont la demande de validation nous parvient avant le début des travaux.
- > Une modification du projet doit être annoncée et peut entraîner une réduction du montant de l'incitation financière SIG-éco21 voire son refus si le projet ne répond plus aux conditions d'octroi de l'incitation financière.
- > Le montant de l'incitation financière SIG-éco21 ne peut pas dépasser 40% du coût des travaux (pour la mesure Circulateurs) et 50% du coût des travaux pour les autres mesures en lien avec la demande d'incitation financière SIG-éco21 (excepté mesures F-01 et V-01).
- > Le versement de l'incitation financière ne sera libéré au porteur de projet qu'après la fin de travaux et après validation des factures justifiantes les travaux.
- > Les incitations financières ne sont octroyées que pour des travaux réalisés sur des installations techniques ou bâtiments existants (p.ex. les bâtiments neufs ne sont pas éligibles).

(*) Montant exact calculé avec le simulateur SIG-éco21 : <https://outils.eco21.ch>

(**) Montant exact calculé avec le simulateur SIG-éco21 : <https://cvc.eco21.ch/>

Toute la documentation sur les incitations financières SIG-éco21, ainsi que les différents contrats mentionnés ci-dessus se trouvent sur le site : ww2.sig-ge.ch